

<p>POL 1501-40 INTRODUCTION À L'ADMINISTRATION PUBLIQUE</p>

Horaire du cours : jeudi – 18h à 21h

Chargé de cours : Mathieu Masse Jolicoeur

Local de l'enseignant : A-3610

Courriel : masse.jolicoeur.mathieu@uqam.ca

Disponibilité : sur rendez-vous

SOMMAIRE DU CONTENU

L'administration publique et les politiques publiques comme champs d'analyse de la science politique. La place et la fonction de l'administration publique dans la structure étatique. Les caractéristiques de l'administration publique, ses similitudes et ses divergences avec l'administration privée. Les facteurs déterminants de sa croissance et de son évolution (mondialisation, internationalisation). L'organisation et la gestion des ressources du secteur public. Les notions d'autorité, de bureaucratie et de technocratie. Les problématiques de la prise de décision, de l'éthique et des rapports entre le politique et l'administratif. Les politiques publiques; leur définition, leur émergence, leur typologie ainsi que leurs grands domaines d'implantation. Le rôle de l'administration publique dans les processus de politiques publiques et ses interactions avec les autres acteurs tels, par exemple, les groupes d'intérêts et les partis politiques. L'administration publique et les citoyens. Les grands débats actuels touchant l'administration et les politiques publiques.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DU COURS

- 1) Expliquer les concepts de base en administration publique
- 2) Développer une capacité d'analyse de l'actualité politico-administrative
- 3) Introduire les approches et les théories nécessaires à l'étude de l'administration publique
- 4) Donner un aperçu des tendances et de l'évolution de l'administration publique
- 5) Familiariser l'étudiant avec les documents officiels produits par les institutions publiques

PLAN DU COURS

OUVRAGE OBLIGATOIRE :

- 1) Recueil de textes POL 1501. À chaque séance correspond une section du recueil qu'il faut avoir lue avant le cours et qui servira à répondre aux questions et vous permettra d'approfondir des notions vues en classe.

COURS 1 8 septembre 2016

PRÉSENTATION DU PLAN DE COURS ET DES ÉVALUATIONS

- ▶ Présentation du chargé de cours
- ▶ Survol du plan de cours
- ▶ Explication des méthodes pédagogiques et des modes d'évaluation

COURS 2 15 septembre 2016

INTRODUCTION

- ▶ Qu'est-ce que l'administration publique?

LÉGITIMATION DE L'ÉTAT LIBÉRAL : LE CONTRAT SOCIAL

- ▶ Notions de contrat social
- ▶ Contestation du contrat social
- ▶ Légitimation de l'État

COURS 3 22 septembre 2016

LE DOMAINE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

- ▶ Ministères, organismes et réseaux

COURS 4 29 septembre 2016

CENTRALISATION ET DÉCENTRALISATION

- ▶ Définition des notions et critères de sélection
- ▶ Avantages et inconvénients des différents modes d'organisation

COURS 5 6 octobre 2016

FONCTIONNEMENT DE LA BUREAUCRATIE

- ▶ Les personnels de l'État
- ▶ Le modèle bureaucratique wébérien
- ▶ Les nouvelles valeurs bureaucratiques
- ▶ Comparaison des systèmes d'accès et de carrière

LA BUREAUCRATIE ET LA POLITIQUE

- ▶ Relation entre fonctionnaires, gouvernement et État
- ▶ La politisation de l'administration
- ▶ Fonctionnaire et changement de régime

COURS 6 13 octobre 2016
LA TECHNOCRATIE ET LES HAUTS FONCTIONNAIRES

- ▶ Définition d'un technocrate
- ▶ Aspects positifs et désavantages de l'influence technocratique
- ▶ Les hauts fonctionnaires
 - Rôles politique et administratif
 - Pouvoir des hauts fonctionnaires
 - Relations avec les membres du gouvernement

LES ORGANES CENTRAUX ET LA POLITIQUE

- ▶ Fonctionnement des gouvernements et rôles de coordination du Ministère du Conseil exécutif et du Bureau du Conseil privé
 - Souveraineté du gouvernement
 - Rôle fonctionnel de commande, de coordination et de contrôle
- ▶ Les formes de contrôle

COURS 7 20 octobre 2016
EXAMEN DE MI-SESSION

COURS 8 27 octobre 2016
SEMAINE DE LECTURE

COURS 9 3 novembre 2016
L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET SON ENVIRONNEMENT

- ▶ Typologie des groupes de pression
- ▶ Éléments de puissance et stratégies des groupes de pression
- ▶ Moyens de résistance de l'administration aux pressions
- ▶ Questionnement autour de l'action des groupes

COURS 10 10 novembre 2016
PRODUCTIONS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

- ▶ Le Politique, la politique et les politiques
- ▶ Les politiques et les programmes
- ▶ Composantes internes d'une politique
- ▶ La production de biens publics

COURS 11 17 novembre 2016
DES MODÈLES D'ANALYSE DES POLITIQUES PUBLIQUES (1 DE 2)

- ▶ Le cycle des politiques publiques
 - Mise à l'Agenda
 - Formulation
 - Prise de décision
 - Mise en œuvre
 - Évaluation

COURS 12 24 novembre 2016
DES MODÈLES D'ANALYSE DES POLITIQUES PUBLIQUES (2 DE 2)

- ▶ Modèles d'explication des décisions dans l'administration publique
 - Modèle de la boîte noire
 - Les fenêtres d'opportunité
 - L'ACF
 - Modèle managérial

COURS 13 1^{er} décembre 2016
L'ÉVOLUTION DU RÔLE DE L'ÉTAT ET SON IMPACT SUR L'ADMINISTRATION

- ▶ Évolutions du rôle de l'État et de l'administration : Libéral / interventionniste / assurantiel / moins d'État
- ▶ Rôles de l'État dans le modèle providentiel
- ▶ New Public Management

COURS 14 8 décembre 2016
NOUVEAUX MODES DE GESTION PUBLIQUE

- ▶ Notions d'efficacité et d'efficience et leur application dans le secteur public
- ▶ Différences entre administration publique et administration privée
- ▶ Gouvernance publique
- ▶ Gestion participative

COURS 15 15 décembre 2016
EXAMEN DE FIN DE SESSION

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- Douze exposés d'environ deux heures débutant par une courte discussion sur l'actualité politico-administrative d'ici et d'ailleurs et une rétroaction sur la matière de la semaine précédente. Les exposés seront appuyés par des présentations PowerPoint qui seront accessibles sur Moodle tant et aussi longtemps que l'assiduité des étudiants ne sera pas un enjeu. Les étudiants préparent le cours magistral et la période de discussion par la lecture quotidienne de l'actualité et par les lectures recommandées dans le recueil de textes.
- Pendant les cours ou après ceux-ci, une série de quatre à six questions sera remise aux étudiants et disponible en ligne. Les étudiants devront répondre à ces questions, ce qui constituera pour eux un excellent prétexte pour revenir sur les éléments essentiels de la matière et les approfondir. Ces questions serviront de banque de question pour les examens de mi-session et de fin de session.
- Des ateliers en équipe et des questionnaires en ligne seront aussi utilisés pour permettre aux étudiants d'appliquer la matière vue en classe. L'enseignant créera du matériel pédagogique permettant d'utiliser les nouvelles connaissances des étudiants pour apprécier une situation et résoudre un problème.

MÉTHODE D'ÉVALUATION

- Deux examens écrits, réalisés en classe et à livres fermés (6 questions et seuls les 5 meilleurs résultats comptent). Ces examens seront réalisés à deux moments : au milieu de la session (7^e cours) et à la fin de la session (15^e cours). Le deuxième examen ne portera que sur la matière suivant le premier examen. La plus forte note des deux examens comptera pour 40 % de la note finale, tandis que l'autre vaudra 20 % de la note finale.
- Un travail de recherche sera à remettre lors du 13^e cours. Ce travail demandera que vous trouviez certaines informations à l'aide des sites Web gouvernementaux, en visitant la bibliothèque des sciences juridiques, section des publications gouvernementales et internationales ou par tout autre moyen. Ce travail comptera pour 20 % de la note finale.
- Deux résumés critiques d'article ou de chapitre de livre. Ces résumés critiques devront être remis à l'enseignant l'un au 6^e et l'autre au 10^e cours. L'étudiante ou étudiant devra choisir un texte du recueil obligatoire de plus de 5 pages et le résumer et le critiquer dans un document d'une page à interligne simple. Chacun de ces résumés critiques vaudra 10%.
- Pour tout travail à remettre, l'enseignant enlèvera 5% de pénalité par jour de retard, jusqu'à un maximum de 50% de la note.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

N.B.: Pour des références particulières ou une bibliographie plus exhaustive, la plupart de ces ouvrages contiennent des bibliographies intéressantes. Je serai également disponible pour guider les étudiants curieux vers des ouvrages spécialisés.

- ALLISON, Graham T. et Philip D. ZELIKOW (1999), *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*, New York, Addison Wesley Longman, 416 p.
- ANDERSON, James E. (2000), *Public policy-making*, New York, Holt Rinehart and Winston, 200 p.
- ARGYRIS, Chris, et Donald A. SCHÖN (1996), *Organisational Learning II*, Reading, Addison-Wesley Publishing Company, 305 p.
- AUBY, Jean-François (1996), *Management public. Introduction générale*, Paris, Édition Dalloz, 118 p.
- BARZELAY, Michael (1992), *Breaking Through Bureaucracy: A New Vision for Managing in Government*, Berkeley, University of California Press, 237 p.
- BOURGAULT, Jacques, Maurice DEMERS et Cynthia WILLIAMS (1997), *Administration publique et management public : expériences canadiennes*, Québec, Publications du Québec, 430 p.
- BOZEMAN, Barry (2000), *Bureaucracy and Red Tape*, Englewood Cliff, Prentice Hall, 210 p.
- CLAISSE, Alain et Marie-Christine MEININGER (1997), *Les politiques de modernisation administrative -constats et projets-*, Bruxelles, ISSA.
- CROZIER, Michel et Erhard FRIEDBERG (1992), *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 500 p.
- CÔTÉ, Louis (2011), *La gouvernance. Frontières, dispositifs et agents*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 442 p.
- DUNN, William N. (2004), *Public policy analysis*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 510 p.
- DYE, Thomas R. (1976), *Policy Analysis: What governments do, why they do it and what difference it makes*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 122 p.

- GOW, J.I., M. BARETTE, S. DION, et M. FORTMANN (1992), *Introduction à l'administration publique*, Montréal, Éditions Gaétan Morin, 322 p.
- GREFFE, Xavier (1981), *Analyse économique de la bureaucratie*, Paris, Économica, 233 p.
- HOWLETT Michael et M. RAMESH (2003), *Studying Public Policy Cycle and Policy Subsystems*, Toronto, Oxford University Press, 311 p.
- KERNAGHAN, K. et D. SIEGEL (1999), *Public administration in Canada*, Toronto, Methern, 4^e édition, 706 p.
- KINGDON, John W. (1995), *Agendas, Alternatives and Public Policies*, New York, Harper Collins, 254 p.
- KÖNIG, K. (1996), *On the critique of New Public Management*, Speyer, Speyerer Forschungsberichte, 155 p.
- LEMIEUX, Vincent (2002), *L'étude des politiques publiques*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 184 p.
- LINDLOM, Charles E. et Edward J. WOODHOUSE (1993), *The Policy-Making Process*, Upper Saddle River, Prentice-Halle Inc., 164 p.
- MERCIER, Jean (2002), *L'administration publique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 518 p.
- MICHAUD, Nelson (2011), *Secrets d'États? Les principes qui guident l'administration publique et ses enjeux contemporains*, Québec, PUL, 778 p.
- MINTZBERG Henri et BOURGAULT, Jacques (2000), *Manager en public*, Toronto, Université Toronto, 189 p.
- MONNIER, Éric (1992), *Évaluation de l'action des pouvoirs publics*, Paris, Économica, 245 p.
- PAQUIN, Stéphane, Luc BERNIER et Guy LACHAPPELLE (2010), *L'analyse des politiques publiques*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 428 p.
- PELLETIER, Réjean et Manon TREMBLAY (2007), *Le parlementarisme canadien*, Québec, PUL, 3^e édition, 541 p.
- PETERS, B. Guy et Donald J. SAVOIE (2001), *La gouvernance au XXI^e siècle : revitaliser la fonction publique*, Centre canadien de gestion et Les Presses de l'Université Laval, 328 p.
- POLLITT, Christopher et Geert BOUKAERT (2000), *Public Management Reform*, Oxford, Oxford University Press, 314 p.
- PRESSMAN, Jeffrey L. et Aaron WILDAVSKY (1984), *Implementation*, Berkeley, University of California Press, 281 p.
- RHODES, R. A. D. (1995), *Prime Minister, Cabinet, and Core Executive*, New York, St. Martin's Press, 364 p.
- SABATIER, Paul A. (1986), «Top-down and Bottom-up Approaches to Implementation Research», dans *Journal of Public Policy*, vol. 6, no 1, p.21-48.
- SCHÖN, Donald A. (1973), *Beyond the Stable State*, North Holland, The Norton Library, 254 p.
- SIMARD, Carole et BERNIER, Luc (1992), *L'administration publique*, Montréal, Boréal, 122 p.
- TREMBLAY, Manon, Réjean PELLETIER et Marcel R. PELLETIER (2000), *Le parlementarisme canadien*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 3^e édition, 541 p.
- TREMBLAY, Pierre P. (1999), *L'État administrateur*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 423 p.
- WEBER, Max (1971), *Économie et société*, traduit de l'allemand par Julien Freund, Paris, Plon.

LE CENTRE PAULO FREIRE

Le Centre Paulo Freire, qui est animé par des étudiantes et étudiants de deuxième et troisième cycles, sera ouvert 5 jours par semaine, au local A-3645. Le Centre offre un service d'appui académique aux étudiantes et étudiants inscrits dans les programmes de science politique. Pour connaître leurs heures d'ouverture, veuillez composer le 514 987-3000, poste 2544.

PLAGIAT

Règlement no. 18 sur les infractions de nature académique

Tout acte de plagiat, fraude, copiage, tricherie ou falsification de document commis par une étudiante, un étudiant, de même que toute participation à ces actes ou tentative de les commettre, à l'occasion d'un examen ou d'un travail faisant l'objet d'une évaluation ou dans toute autre circonstance, constituent une infraction au sens de ce règlement.

La liste non limitative des infractions est définie comme suit :

- la substitution de personnes ;
- l'utilisation totale ou partielle du texte d'autrui en le faisant passer pour sien ou sans indication de référence ;
- la transmission d'un travail pour fins d'évaluation alors qu'il constitue essentiellement un travail qui a déjà été transmis pour fins d'évaluation académique à l'Université ou dans une autre institution d'enseignement, sauf avec l'accord préalable de l'enseignante, l'enseignant ;
- l'obtention par vol, manœuvre ou corruption de questions ou de réponses d'examen ou de tout autre document ou matériel non autorisés, ou encore d'une évaluation non méritée ;
- la possession ou l'utilisation, avant ou pendant un examen, de tout document non autorisé ;
- l'utilisation pendant un examen de la copie d'examen d'une autre personne ;
- l'obtention de toute aide non autorisée, qu'elle soit collective ou individuelle ;
- la falsification d'un document, notamment d'un document transmis par l'Université ou d'un document de l'Université transmis ou non à une tierce personne, quelles que soient les circonstances ;
- la falsification de données de recherche dans un travail, notamment une thèse, un mémoire, un mémoire-crédation, un rapport de stage ou un rapport de recherche.

Les sanctions reliées à ces infractions sont précisées à l'article 3 du Règlement no. 18.

Pour plus d'information sur les infractions académiques et comment les prévenir : www.integrite.uqam.ca

ENTENTE D'ÉVALUATION

6.4 Modalités d'application de l'évaluation et de la notation

- a) Si un examen fait partie des modalités d'évaluation, il ne peut intervenir dans le résultat global pour plus de cinquante pour cent (50%). Les autres éléments d'évaluation ne sont pas assujettis à cette disposition ;
- b) si l'évaluation porte sur un unique travail de trimestre, la production de ce travail doit donner lieu à plus d'une évaluation et à l'attribution d'une notation d'étape ;
- c) au fur et à mesure que sont effectuées les évaluations et notations d'étape, l'étudiante, l'étudiant doit en être informé.

6.9.2 Objet de l'entente d'évaluation

Compte tenu de ces informations, une entente doit intervenir entre la professeure, le professeur, la chargée de cours, le chargé de cours, la, le maître de langues responsable du groupe-cours et les étudiantes, étudiants inscrits à ce groupe-cours sur les aspects particuliers suivants :

- a) le nombre et les échéances des évaluations;
- b) la pondération respective des contenus ou objets d'évaluation dans l'évaluation globale.

Cette entente doit respecter les modalités et échéances déjà établies, lorsque s'effectue une évaluation commune à plusieurs groupes d'un même cours.

6.9.3 Procédure

Cette entente doit être consignée et doit intervenir dans les deux semaines qui suivent le début officiel des cours (ou dans un laps de temps proportionnel s'il s'agit d'un cours à horaire spécial). L'entente à laquelle souscrivent la professeure, le professeur, la chargée de cours, le chargé de cours, la, le maître de langues et la majorité des étudiantes, étudiants présents doit être signée par la professeure, le professeur, la chargée de cours, le chargé de cours, la, le maître de langues et par deux étudiantes, étudiants du groupe-cours qui agissent alors à titre de témoins.

ÉVALUATION DES ENSEIGNEMENTS

Aux termes de l'article 1.6 de la Politique No. 23, les évaluations doivent dorénavant se faire en ligne et en classe, sauf si les circonstances ne permettent pas une évaluation en ligne, auquel cas elles peuvent être faites sur papier.

Les enseignantes et enseignants seront invités à choisir la plage horaire de 30 minutes (dans le 12^e ou 13^e cours du trimestre) où ils réserveront du temps pour que les étudiantes et étudiants procèdent à l'évaluation. Pour tous les étudiants de ce groupe-cours, la période sera alors limitée à cette journée précise. Dans les autres cas, la période entière de deux semaines sera ouverte pour tous les étudiants du groupe-cours.

À noter que cela ne s'applique pas aux 2^e et 3^e cycles.

<http://www.evaluation.uqam.ca>

POLITIQUE 16 SUR LE HARCELEMENT SEXUEL

Le harcèlement sexuel se définit comme étant un comportement à connotation sexuelle unilatéral et non désiré ayant pour effet de compromettre le droit à des conditions de travail et d'études justes et raisonnables ou le droit à la dignité.

La Politique 16 identifie les comportements suivants comme du harcèlement sexuel :

1. Manifestations persistantes ou abusives d'un intérêt sexuel non désirées.
2. Remarques, commentaires, allusions, plaisanteries ou insultes persistants à caractère sexuel portant atteinte à un environnement propice au travail ou à l'étude.
3. Avances verbales ou propositions insistantes à caractère sexuel non désirées.
4. Avances physiques, attouchements, frôlements, pincements, baisers non désirés.
5. Promesses de récompense ou menaces de représailles, implicites ou explicites, représailles liées à l'acceptation ou au refus d'une demande d'ordre sexuel.
6. Actes de voyeurisme ou d'exhibitionnisme.
7. Manifestations de violence physique à caractère sexuel ou imposition d'une intimité sexuelle non voulue.
8. Toute autre manifestation à caractère sexuel offensante ou non désirée.

Pour plus d'information :

http://www.instances.uqam.ca/ReglementsPolitiquesDocuments/Documents/Politique_no_16.pdf

Pour rencontrer une personne ou faire un signalement :

Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement :
514-987-3000, poste 0886

<http://www.harcelement.uqam.ca>